

# AVOIR 20 ANS

EN 2025

ÉTAT DE LA PRÉCARITÉ  
ÉTUDIANTE EN FRANCE



En partenariat avec :



Fédération  
des acteurs de  
la solidarité

## — Qui sont les étudiants précaires en France aujourd'hui ?

## — Leurs caractéristiques sociales les prédisposent-ils à la misère ?

## — Combien de temps sont-ils en difficulté, de quelle manière ?

C'est à l'ensemble de ces questions que répond chaque année l'étude sociologique "avoir 20 ans en ..." menée dans toute la France auprès des dizaines de milliers d'étudiants qui viennent aux distributions de colis alimentaires.

La crise sanitaire, puis la hausse des prix des produits alimentaires, ont eu des conséquences désastreuses sur l'ensemble des populations précaires, comme en attestent les difficultés rencontrées par les associations d'aide alimentaire. Les étudiants ne sont pas épargnés, loin s'en faut, cette année encore.

En 2020, les files d'attente étudiantes pour accéder à l'aide alimentaire avaient choqué l'opinion publique, en France et au-delà des frontières hexagonales. L'arrêt total de l'activité économique et la disparition brutale de nombreux emplois saisonniers ou de petits jobs, l'annulation de leurs stages et alternances, faisaient de la crise du Covid un catalyseur de la précarité étudiante.

97 % des bénéficiaires des distributions alimentaires vivent sous le seuil de pauvreté.

8 sur 10 disposent de moins de 100 € par mois (pour se nourrir et se soigner) après avoir payé leurs charges. 1 étudiant sur 10 a dormi dans la rue ou dans son véhicule durant les douze derniers mois.

### **Comment construire un avenir lorsqu'on est en mode survie ?**

Cette précarité a des conséquences immédiates sur la réussite académique et professionnelle : un quart des étudiants abandonnent ou envisagent d'arrêter leurs études faute de moyens financiers, accentuant la reproduction des inégalités.

En 2025, rien n'a changé. Pire, les images qui avaient mobilisé l'indignation se font de plus en plus rares tandis que les files d'attente s'accroissent sur tout le territoire, après deux années marquées par l'inflation. Les étudiants, tout particulièrement au moment où ils quittent le domicile familial pour mener leurs études, se retrouvent en grave difficulté, sans soutiens, vulnérables et, sans aide, compromettant leurs chances de réussite.

# MÉTHODO- LOGIE

## Présentation de l'étude

Linkee - Entraide Étudiante coordonne chaque année depuis 2020 une étude sociologique utilisée par les pouvoirs publics pour connaître une population invisible jusqu'en 2020 : les étudiants en précarité alimentaire (distincts des étudiants boursiers). Elle concerne près de 22 000 étudiants inscrits à l'université, dans les écoles post-bac, les grandes écoles, les classes préparatoires aux grandes écoles et les BTS et DUT pour l'année universitaire 2023-2024, sur tout le territoire français. Pour la première fois cette année, elle permet d'établir un comparatif de cette situation entre sept grandes régions universitaires françaises.

L'échantillon de l'étude représente 21691 étudiants et étudiantes bénéficiant des distributions de colis alimentaires et kits d'hygiène organisés chaque jour par Linkee

- Entraide Étudiante. Le questionnaire a été distribué en ligne et partagé pendant les distributions, pour éviter tout biais lié à une difficulté d'accès au numérique.

Afin de maintenir l'objectivité de nos analyses quant à l'interprétation de nos résultats, il est essentiel de prendre en compte le caractère déclaratif du questionnaire. Il s'agit d'apporter une attention particulière à l'analyse des données recueillies, en mettant en regard nos résultats avec les constatations livrées dans les enquêtes récentes menées par d'autres acteurs institutionnels et associatifs.

## Contenu du questionnaire

Ce questionnaire, composé de questions à choix multiples et de rubriques d'expression libre, aborde différentes thématiques clés relatives à la vie étudiante : l'alimentation, le

logement, les aides étudiantes et l'engagement étudiant ; ainsi que des questions relatives au profil sociologique, aux ressources économiques et à la santé physique et mentale des étudiants. Dans le but de constater l'évolution de la situation étudiante et du contexte socio-économique au fil des ans, le questionnaire reste fidèle aux années précédentes.

## RGPD

Pour des raisons de respect du règlement général sur la protection des données (RGPD), les données collectées par le biais de ce questionnaire ont été anonymisées et demeurent confidentielles.

# LES DISTRIBUTIONS ALIMENTAIRES AUX ÉTUDIANTS

Créées en 2020 et déployées dans une vingtaine de villes en Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et en Hauts-de-France, Pays de la Loire, les distributions organisées par l'association Linkee - Entraide Étudiante fournissent chaque année près de 3 millions de repas à 70 000 étudiants.

Le dispositif repose sur cinq principes clés :

1

La distribution de colis alimentaires robustes et équilibrés de 5 à 7 kg de fruits, légumes, viande, poisson, plats cuisinés etc. confectionnés à partir de produits de qualité, en partie sauvés du gaspillage alimentaire ;

2

Un accueil non-stigmatisant grâce à la mobilisation de bénévoles étudiants et à des lieux de distribution accueillants (tiers-lieux, campus, restaurants, établissements culturels etc.) ;

3

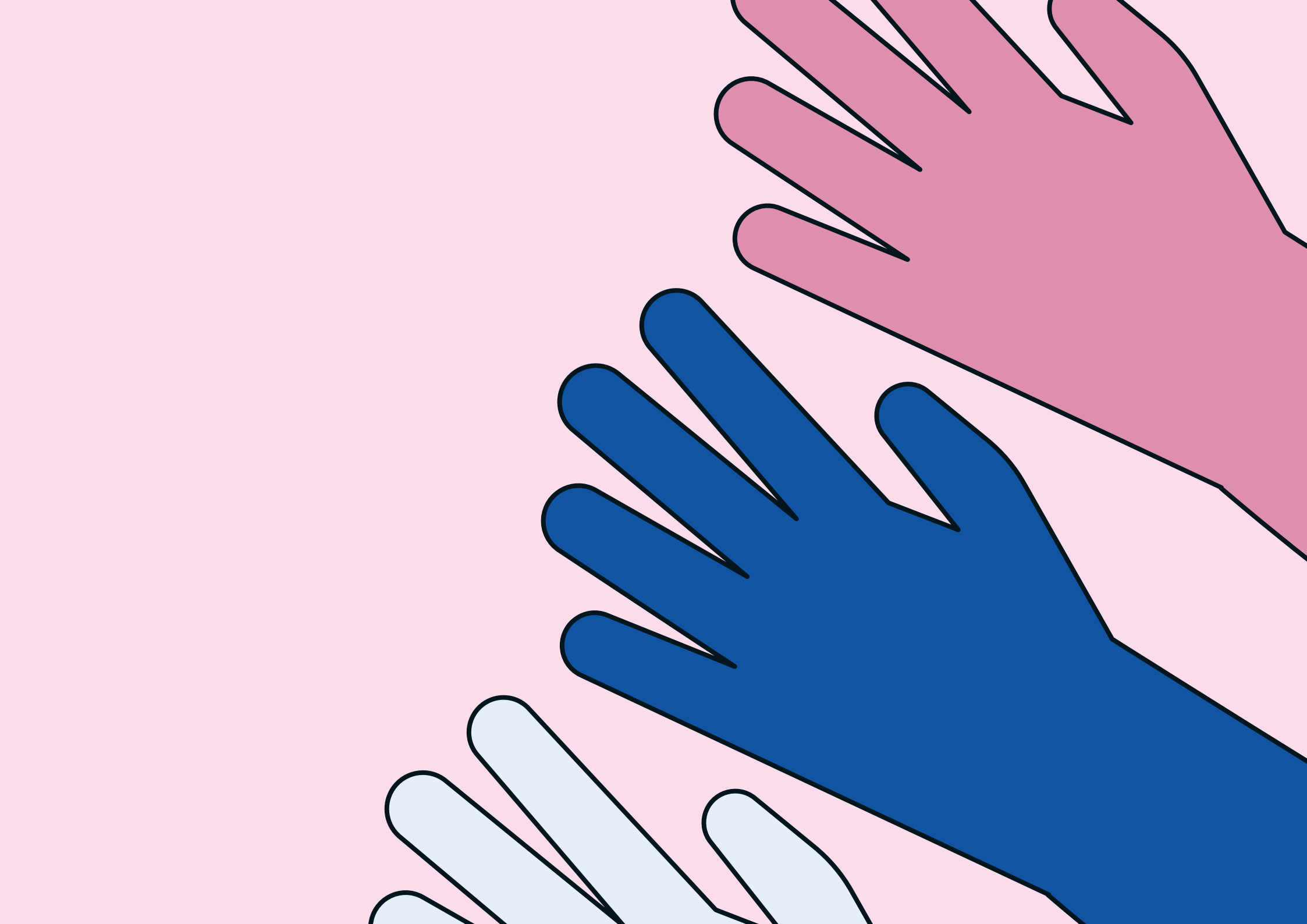
La présence systématique d'autres organismes (associations et institutions partenaires) sur les points de distribution afin de compléter l'aide apportée (soutien psychologique, accès aux droits, accès à la culture etc.) ;

4

La production d'une étude annuelle sur la précarité étudiante ;

5

Une étroite collaboration avec les pouvoirs publics (État, Collectivités, Universités, Crous, CPAM, CCAS, etc.) afin de proposer des solutions adaptées à chaque territoire.



# I. QUI SONT LES ETUDIANTS PRECAIRES EN FRANCE



# 1. Ils proviennent de toutes les grandes villes

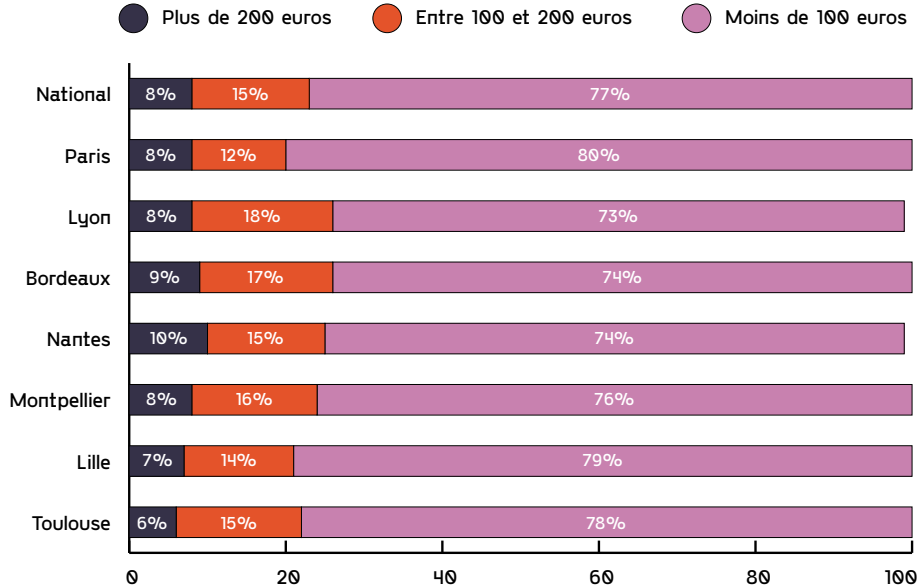
L'ensemble des grandes villes universitaires sont concernées par la précarité étudiante. Partout, le reste à vivre mensuel des étudiants pour couvrir leurs dépenses quotidiennes est dramatiquement faible. Dans chacune de ces villes, **près de 80% des étudiants disposent de moins de 100 euros par mois, une fois leurs charges payées. Cela représente moins de 3,33 euros par jour pour s'alimenter, se soigner, s'habiller, accéder à la culture et sortir. Cette proportion est plus de deux fois plus élevée que pour la population française générale<sup>01</sup>.**

Plus de la moitié des étudiants ont même moins de 50 euros de reste à vivre par mois, soit moins d'1,67 euros par jour.

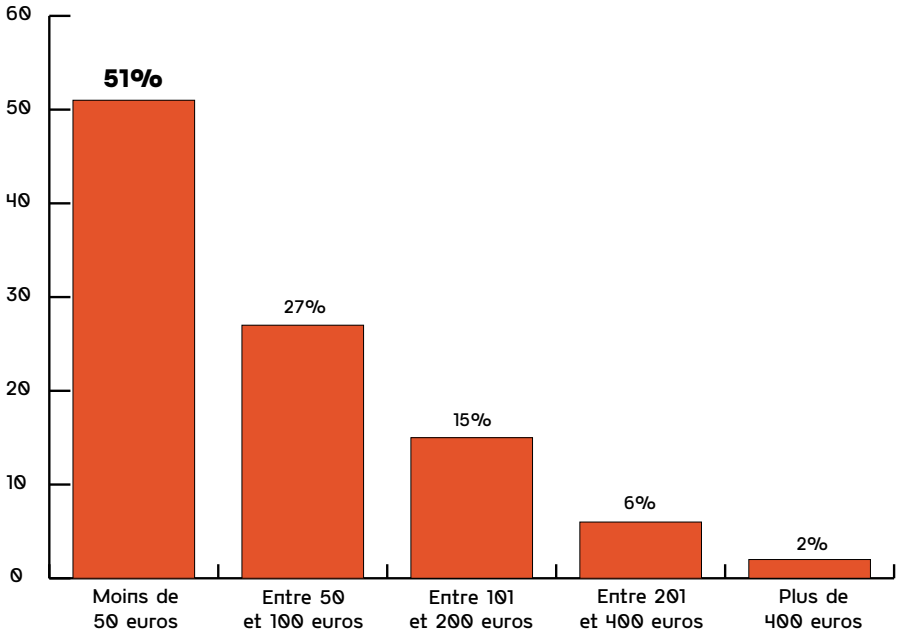
**78%**

des étudiants disposent de moins de 100 euros par mois, une fois leurs charges payées.

Reste à vivre mensuel par ville



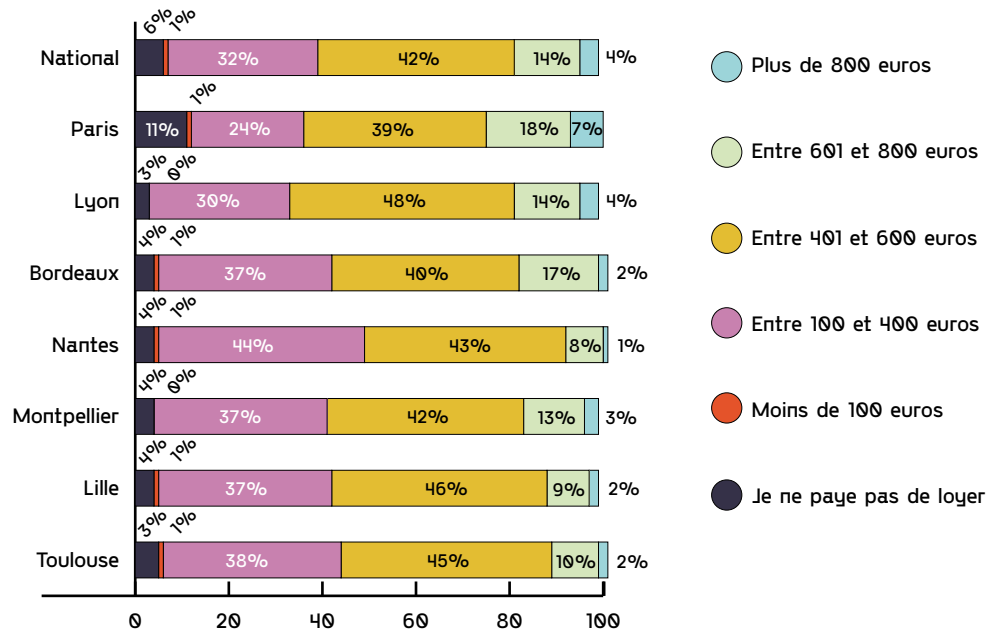
Reste à vivre mensuel



<sup>01</sup> Les effets de l'inflation sur la vie des Français, étude IFOP, publiée en juin 2023

## 2. Des profils académiques variés

Part du loyer mensuel par ville



Dans les régions universitaires de Lyon, Bordeaux, Paris, Nantes, Montpellier, Lille et Toulouse, les étudiants sont en première ligne des crises liées au logement. Entre la baisse du nombre de logements disponibles et des prix très élevés des loyers du parc locatif privé dans les grandes villes, les étudiants rencontrent de graves difficultés pour se loger.

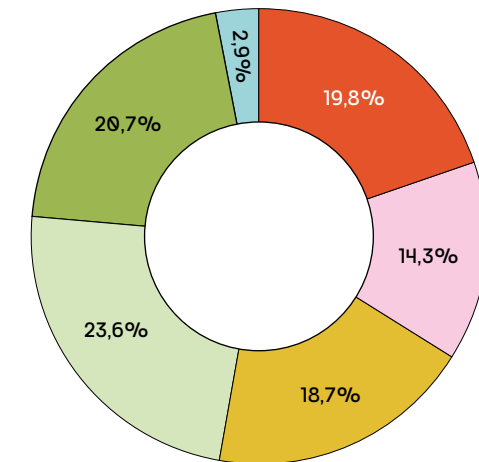
En Ile-de-France notamment, 1 étudiant sur 4 recourant à l'aide alimentaire doit supporter des charges de logement supérieures à 600 euros par mois. Seulement 15% d'entre eux vivent en effet en résidence publique, comme les résidences CROUS. C'est également en région parisienne que

le taux d'étudiants n'ayant pas de logement stable est le plus élevé : 6%. Selon l'OVE, Paris et sa petite couronne souffrent d'un déficit net de résidences Crous alors que, dans le même temps, la dépense de loyer y est la plus élevée<sup>02</sup>.

<sup>02</sup> Enquête nationale sur les conditions de vie étudiante, Observatoire de la Vie étudiante, 2023

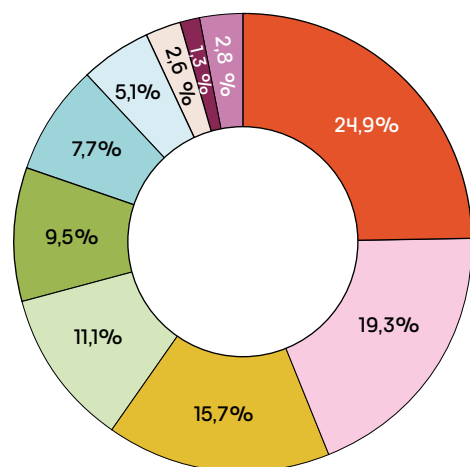
Les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont issus de tous niveaux et de toutes filières d'études. La majorité des étudiants sont en Licence (52%), suivi par les étudiants en Master (45%). Les étudiants en sixième année ou plus, effectuant un Doctorat ou équivalent, restent minoritaires, ne représentant que 3% de notre échantillon de bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Niveau d'études



- L1 ou équivalent
- L2 ou équivalent
- L3 ou équivalent
- M1 ou équivalent
- M2 ou équivalent
- Doctorat ou autres





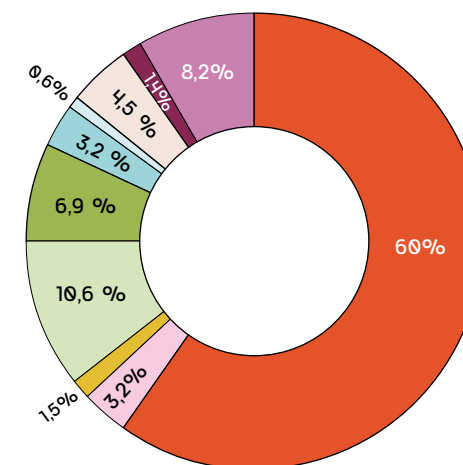
- Sciences et technologies
- Commerce, économies et gestion
- Sciences politiques, humaines et sociales
- Art
- Lettres et langues
- Médecine et métiers de la santé
- Droit, RH, Administration
- Enseignement, éducation
- STAPS et métiers du sport
- Autres

La précarité étudiante touche toutes les filières. Un étudiant sur quatre est issu du domaine des sciences et technologies, suivi par les études de commerce (19%) et des sciences humaines et sociales (16%).

Elle n'épargne aucun type d'établissement. La grande majorité des étudiants précaires proviennent d'universités (60%). Le panel de bénéficiaires interrogés compte moins d'étudiants du public que la moyenne nationale, les universités françaises accueillant 74% des étudiants et étudiantes en 2022-2023<sup>03</sup>.

En effet, les distributions alimentaires accueillent une part importante d'étudiants provenant d'établissements privés, notamment dans les domaines des sciences, des technologies et du commerce, qui sont principalement enseignés dans des écoles privées. Ces étudiants sont souvent exclus de l'aide financière de l'État.

Type d'établissement

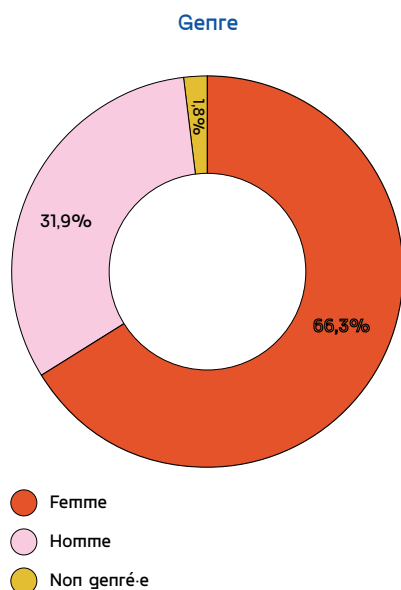


- Universités
- Grandes écoles
- Institut d'études politiques
- École de commerce
- École d'ingénieur
- BTS/DUT
- CPGE
- École d'art
- École d'architecture
- Autres

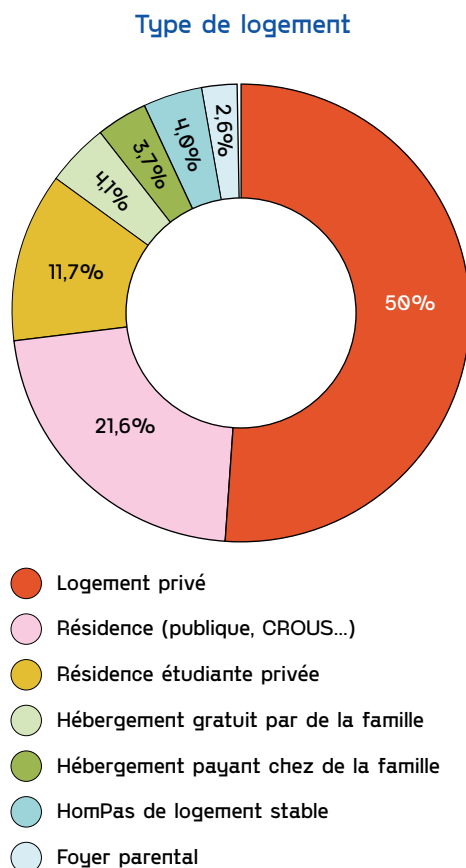
<sup>03</sup> Solène Malfatto, Note Flash : Baisse des effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur en 2022-2023, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, N°12, juillet 2023

### 3. La précarité touche davantage les étudiants qui vivent seuls et les femmes

Cette année encore, les femmes sont majoritaires parmi le public étudiant bénéficiant de paniers alimentaires. Les femmes, majoritaires à 55% dans la population étudiante française<sup>04</sup>, représentent 66% des bénéficiaires de l'aide alimentaire aux étudiants. Une tendance classique des dispositifs d'aide alimentaire, comme le démontrent notamment les chiffres d'une étude récente du Secours Catholique<sup>05</sup>, mettant en exergue la féminisation de la pauvreté aux différents âges de la vie.



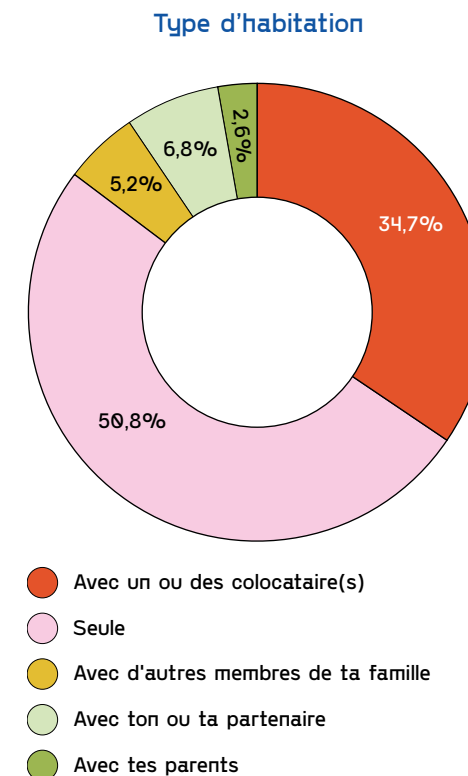
<sup>04</sup> Rapport : Vers l'égalité hommes-femmes ?, Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation, 2022  
<sup>05</sup> État de la pauvreté en France, 2023. Pauvretés : les femmes en première ligne, Secours catholique, 08 novembre 2023



A Montpellier, la part d'étudiantes recourant à l'aide alimentaire est particulièrement élevée, s'élevant à 72% des bénéficiaires.

Le principal point commun que partagent les étudiants qui recourent à l'aide alimentaire est le fait de vivre seuls, dans le parc locatif privé, loin de leurs familles. La moitié de ces décohabitants vivent ainsi dans le parc locatif privé. 21% d'entre eux vivent dans une résidence étudiante publique. Une minorité vit en résidence étudiante privée (12%) ou gratuitement chez leur famille (6,5%).

Au total, 97% des étudiants recourant à l'aide alimentaire vivent en autonomie.



Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux de la population étudiante nationale, qui identifie que 33% des étudiants résident au domicile parental, contre seulement 3% des étudiants de notre échantillon.<sup>06</sup> Ces observations témoignent encore une fois de l'importance de la décohabitation comme facteur amplificateur de précarité chez les étudiants.

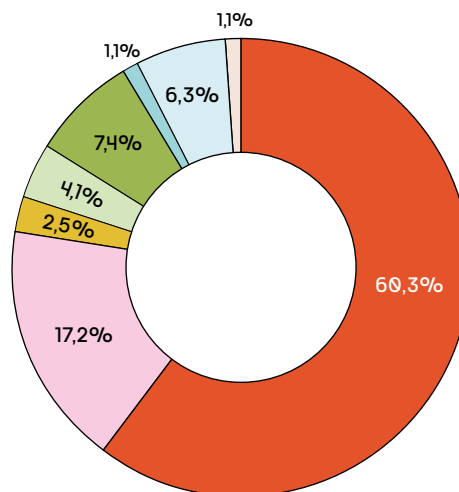
Ces difficultés à se loger et à assumer un loyer entraînent des situations dramatiques : comme en 2024, 1 étudiant sur 10 confie avoir déjà été contraint de dormir dehors ou dans un véhicule lors des 12 derniers mois.

<sup>06</sup> Enquête nationale sur les conditions de vie étudiante, Observatoire de la Vie étudiante, 2023

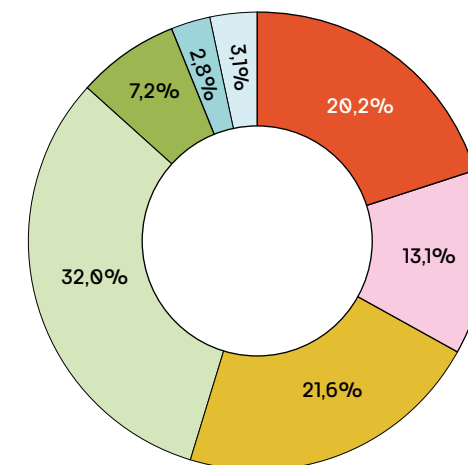
## 4. Leurs ressources sont extrêmement limitées

Cette situation découle directement de la faiblesse des revenus des étudiants en France : la majorité d'entre eux (55%) dispose de moins de 400 euros par mois, toutes sources de revenus confondues. Cette somme est insuffisante pour couvrir leurs besoins essentiels tels que le loyer et l'alimentation. 97% des étudiants recourant à l'aide alimentaire vivent donc en-deçà du seuil de pauvreté, fixé à 1260€ mensuel, soit 60% du revenu médian français. Seuls 3% des étudiants gagnent plus de 1102 euros par mois.

Nature des revenus



Revenus mensuels



- Aides financières des proches
- Activité rémunérée
- Prêt bancaire étudiant
- Autres bourses d'études
- APL
- Autres allocations
- CROUS
- Allocation chômage / RSA

- Moins de 100 euros
- Entre 100 et 200 euros
- Entre 201 et 400 euros
- Entre 401 et 800 euros
- Entre 801 et 1000 euros
- Entre 1000 et 1101 euros
- Plus de 1102 euros

**97%**

des étudiants recourant à l'aide alimentaire vivent en autonomie.

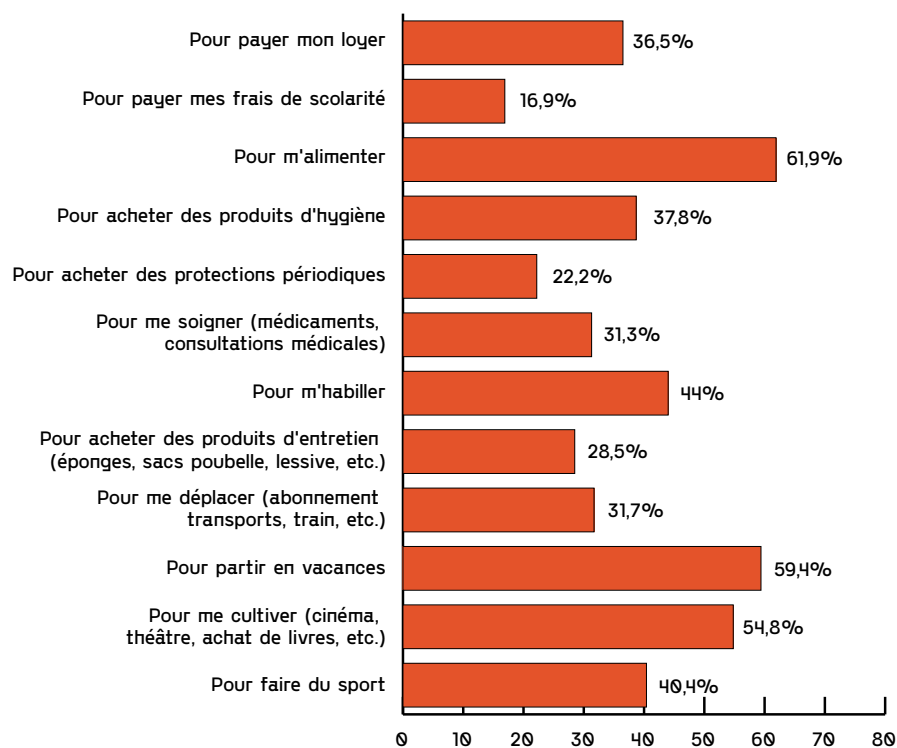
**30%**

des étudiants recourant à l'aide alimentaire exercent une activité rémunérée.

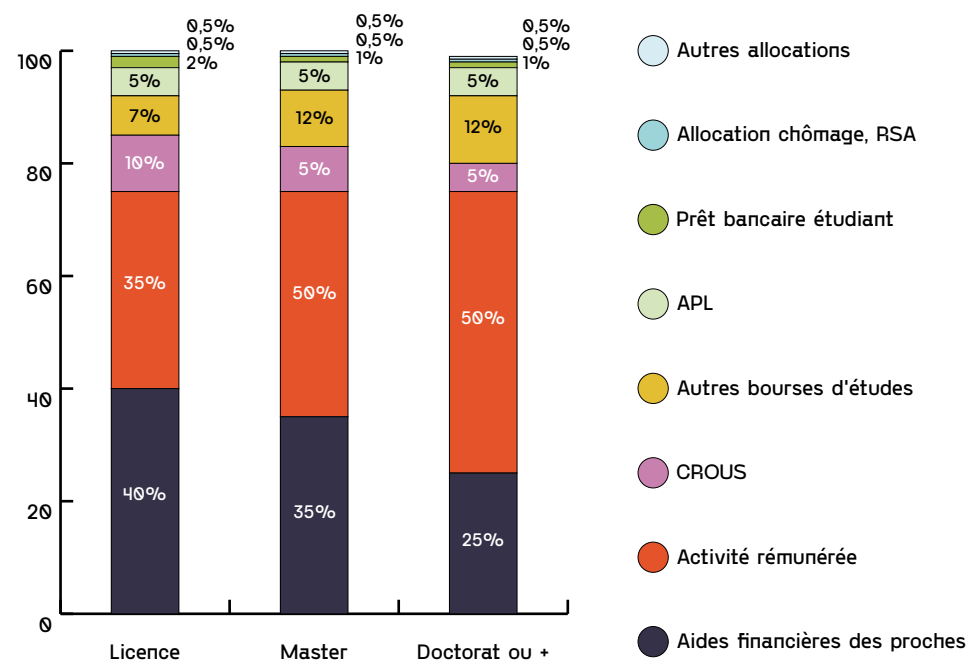
Pour pallier la faiblesse de leurs revenus, 30% des étudiants recourant à l'aide alimentaire exercent une activité rémunérée, notamment pour assumer la charge du loyer. 60% des étudiants sont également aidés par leur famille, même si ce soutien a pu être affecté par la précarisation relative de ces "aidants". Enfin ces revenus sont complétés par des aides, notamment les allocations pour logement (APL) ou les bourses.

Cette situation affecte leur pouvoir d'achat dans tous les domaines : les étudiants ont du mal à payer leur loyer (36,5%), et leurs courses (62%); loin devant les autres charges comme le fait de payer leurs frais de scolarité (17%), ou encore pour se déplacer (abonnement de transports en commun, trains, etc.) pour 32% d'entre eux.

## Au quotidien, as-tu des difficultés financières pour...



## Nature des revenus en fonction du niveau d'études



**1 étudiante sur 4 éprouve des difficultés pour acheter des protections périodiques.** Ce chiffre, légèrement plus faible que la moyenne nationale<sup>07</sup>, s'explique par le volume important de protections distribuées dans les lieux de distribution alimentaire, notamment par Linkee depuis 2020.

### Étudiants et travailleurs pauvres

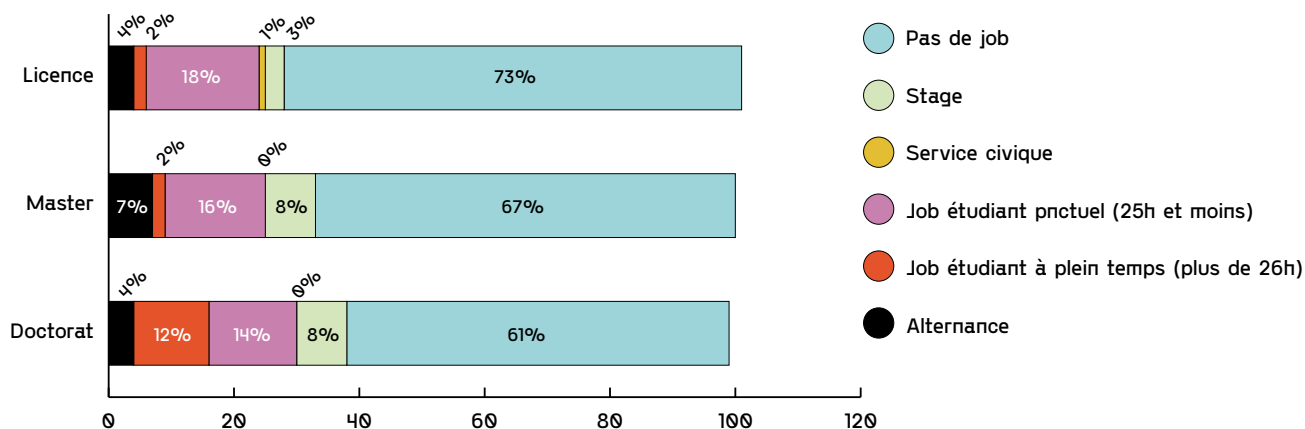
Tous niveaux d'études confondus, les différents types d'aides (CROUS, allocations, ou autres) ne représentent qu'une part minoritaire des revenus des étudiants précaires. Cependant, la nature de certains de leurs revenus évolue au fil de leurs études : lorsque ces derniers progressent dans leurs études, ils acquièrent une plus grande indépendance financière, notamment avec la survenue dans leur parcours académique des stages et d'alternance.



Ma famille m'aide énormément. Le souci est qu'il est difficile de consacrer du temps pour gérer son quotidien et son budget de manière viable. » **PAUL, 20 ANS, ÉTUDIANT EN INGÉNIERIE À LILLE**

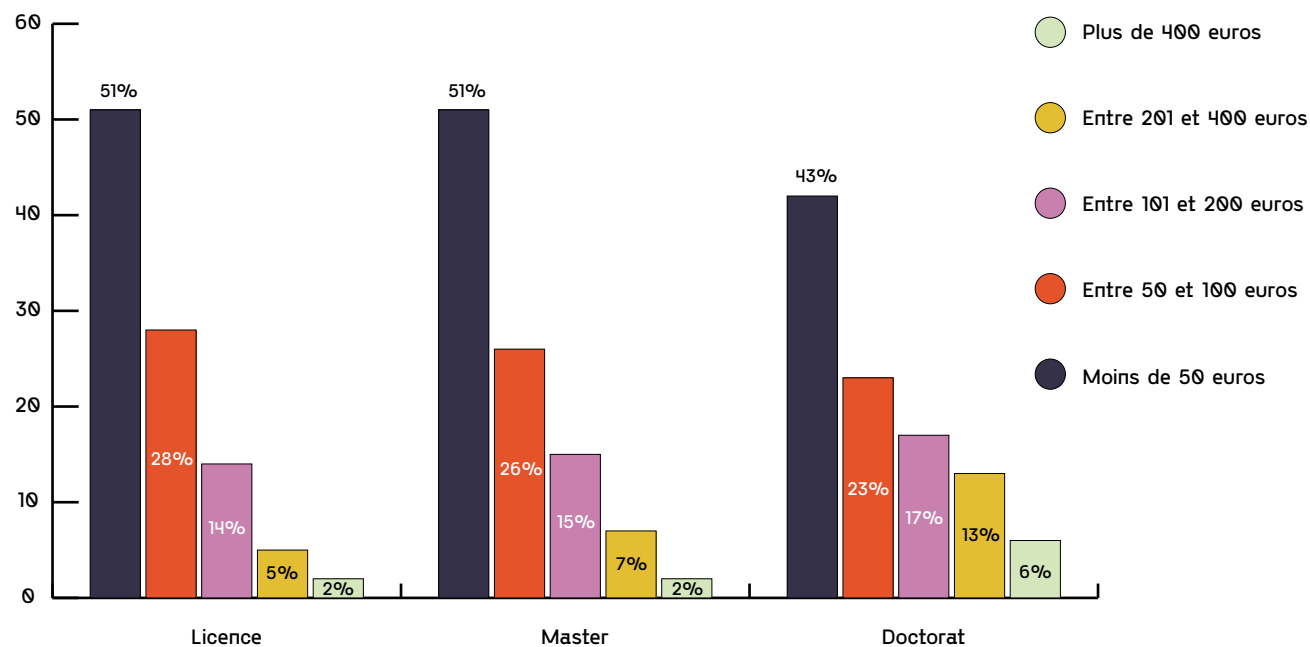
<sup>07</sup> Note du Ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, mai 2024

### Type d'activité rémunérée en fonction du niveau d'études



### Reste à vivre mensuel des étudiants selon le niveau d'études

Parmi l'ensemble des étudiants bénéficiaires de l'aide alimentaire, un tiers exerce une activité rémunérée. Ce chiffre est d'autant plus grave chez les étudiants en licence, qui effectuent bien souvent un travail étudiant ponctuel, contrairement aux étudiants en Master ou en Doctorat qui sont plus nombreux en alternance ou en stage. Le travail étudiant ponctuel peut aussi entrer en concurrence avec les études, plus particulièrement pour les étudiants en Licence, et mener à un épuisement psychologique, voire à un décrochage scolaire. L'Observatoire de la vie étudiante estime ainsi qu'une activité rémunérée alourdit en moyenne de 7 heures l'emploi du temps des étudiants, pesant ainsi sur leur temps libre. L'activité rémunérée empiète aussi sur le temps consacré aux études : lorsqu'ils travaillent à côté de leurs études, les étudiants ont en moyenne une heure de cours et trois heures de travail personnel de moins par semaine.<sup>08</sup>



<sup>08</sup> Enquête nationale sur les conditions de vie étudiante, Observatoire de la Vie étudiante, 2023

# II. UNE CRISE GÉNÉRALISÉE ET DURABLE

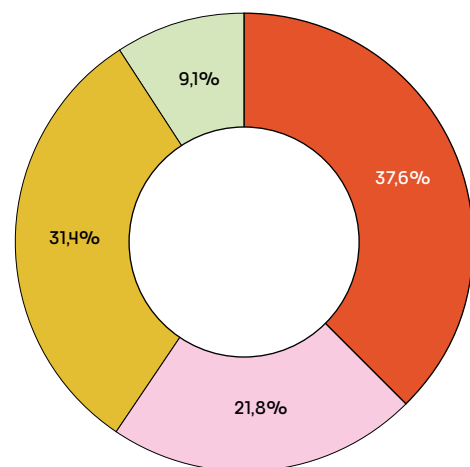


## 1. L'inflation dramatique des produits alimentaires

Entre 2021 et 2023, les prix des produits alimentaires ont connu une inflation de plus de 20 %<sup>09</sup>. Cette situation se répercute directement sur les étudiants qui, avec des niveaux de revenus extrêmement faibles, sont très sensibles à de telles hausses des prix.

<sup>09</sup> Insee, Indice des prix à la consommation.

Évolution du recours à l'aide alimentaire depuis l'inflation

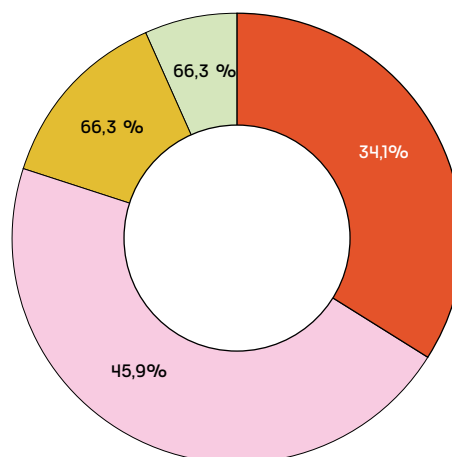


- J'ai commencé à récupérer des colis depuis l'inflation
- Je récupère plus de colis alimentaires
- Mon recours aux colis alimentaires n'a pas changé
- Mon recours aux colis alimentaires a diminué

Cette année encore, les résultats sont alarmants : près de la moitié (46%) des étudiants datent le début de leurs difficultés financières à septembre 2022, soit au début de la forte hausse de l'inflation.

Au total, 60% des étudiants témoignent que l'inflation a changé leur recours à l'aide alimentaire. Près de 40% de nos étudiants accueillis ont commencé à récupérer des colis alimentaires en conséquence, tandis que 22% en récupèrent une quantité plus importante.

Début des difficultés financières



- Après le Covid
- Depuis l'inflation
- Avant le Covid
- Pendant le Covid

La pandémie du Covid est citée comme une cause majeure de précarité financière pour 33% des étudiants. Globalement, 90% des étudiants déclarent être en situation de précarité depuis moins de quatre ans.



Les courses coûtent trop cher depuis l'inflation, et j'ai un loyer cher, je n'arrive plus à acheter tout ce que je veux. » **NAOMI, 22 ANS, ÉTUDIANTE EN SCIENCES POLITIQUES À BORDEAUX**

**60%**

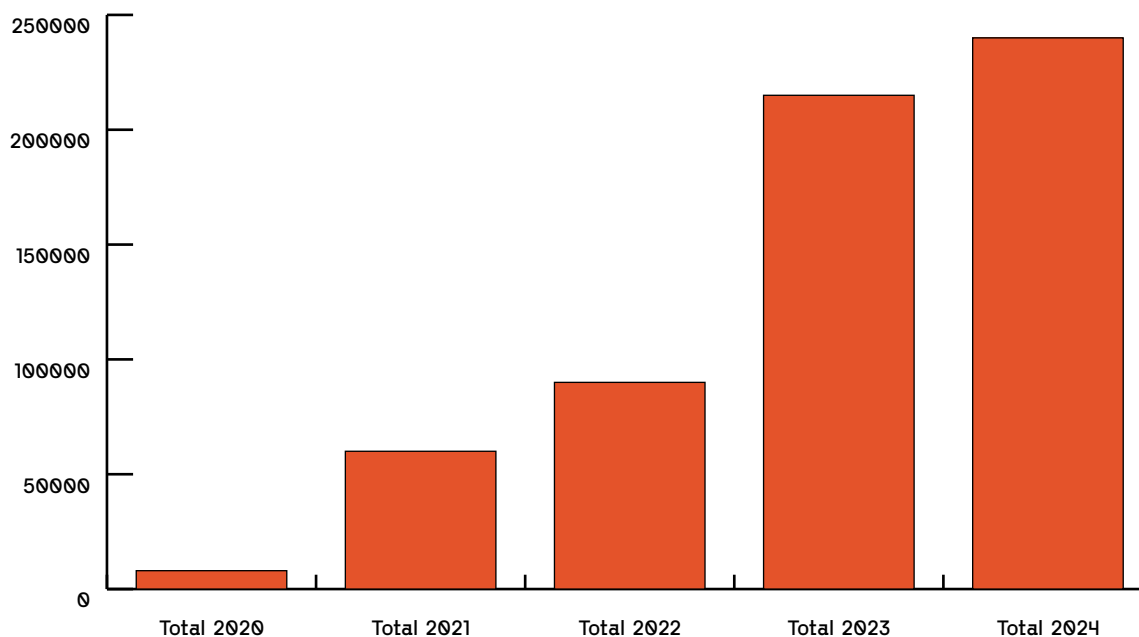
des étudiants témoignent que l'inflation a changé leur recours à l'aide alimentaire.

Linkee - Entraide Étudiante a connu une forte croissance du nombre d'étudiants accueillis lors de ses distributions depuis le début de l'inflation. Le nombre de colis distribués, d'environ 100 000 en 2022, a doublé en 2023 puis a de nouveau augmenté en 2024.

Ce constat est partagé par de nombreuses études qui observent une forte croissance du recours à l'aide alimentaire. Selon l'Observatoire des vulnérabilités alimentaires<sup>10</sup>, la part de la population française en insécurité alimentaire est passée de 11% en 2015 à 32% en 2024, avec une propension particulièrement plus élevée que la moyenne chez les 18-24 ans.

<sup>10</sup> Observatoire n°2, Fondation Nestlé, 2024

Nombre de colis alimentaires distribués par année



**90%**

des étudiants déclarent être  
en situation de précarité  
depuis moins de quatre ans.



## 2. Être sous le signe de la privation

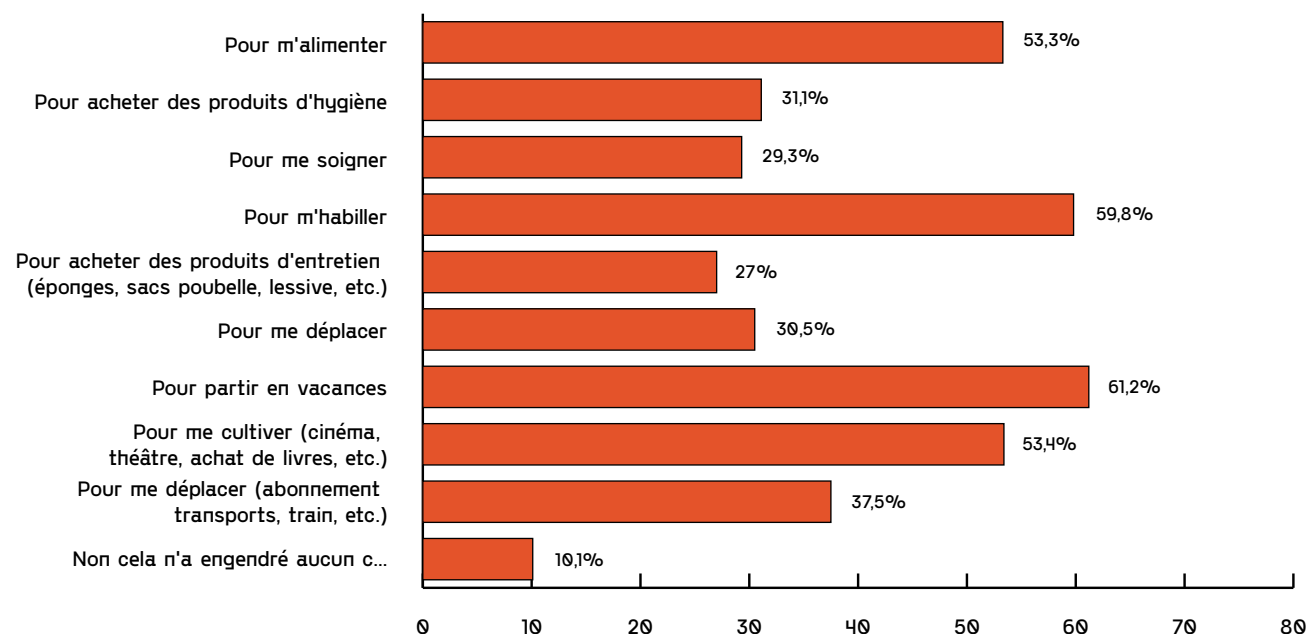
Face à la constante hausse des prix, les étudiants se voient contraints de faire des concessions dans les achats de plus en plus de domaines, ce qui contribue à amplifier les conséquences de leur précarité économique sur tous les domaines de leur vie.

L'inflation affecte en premier lieu les possibilités pour les étudiants précaires de partir en vacances, de s'habiller, de se cultiver et de s'alimenter. Les restrictions sont aussi très élevées concernant les produits d'hygiène.



« Je n'arrive pas à subvenir à mes besoins alimentaires, comme les fruits et les légumes, vu la hausse des prix après l'inflation. »  
**LÉO, 28 ANS, EN DOCTORAT DE LETTRES ET LANGUES, MONTPELLIER**

### En raison de la hausse des prix, as-tu fait des concessions sur certaines consommations?



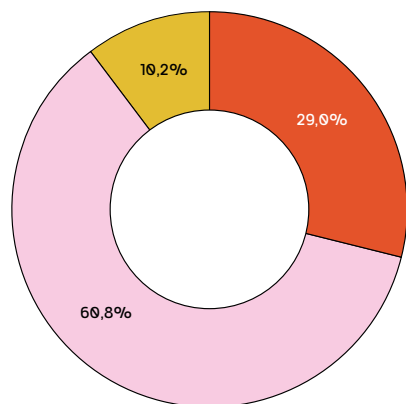
« L'inflation nous empêche d'avoir convenablement trois repas par jour, avec ma sœur on saute souvent le déjeuner pour s'arranger. »  
**SARAH, 19 ANS, ÉTUDIANTE EN DROIT À PARIS**

### 3. Les bourses sont-elles efficaces ?

Au total, 29% des étudiants de notre échantillon perçoivent la bourse selon les critères du CROUS. Parmi eux, un tiers perçoivent la bourse à l'échelon 0bis, l'équivalent d'un montant annuel de 1454€. **Ce nombre est en forte progression, augmentant de 10 points de pourcentage par rapport à l'année 2023.** Les bourses apparaissent de plus en plus insuffisantes pour répondre aux besoins des étudiants accueillis, puisqu'ils recourent également à l'aide alimentaire d'urgence dans le cadre des distributions Linkee.

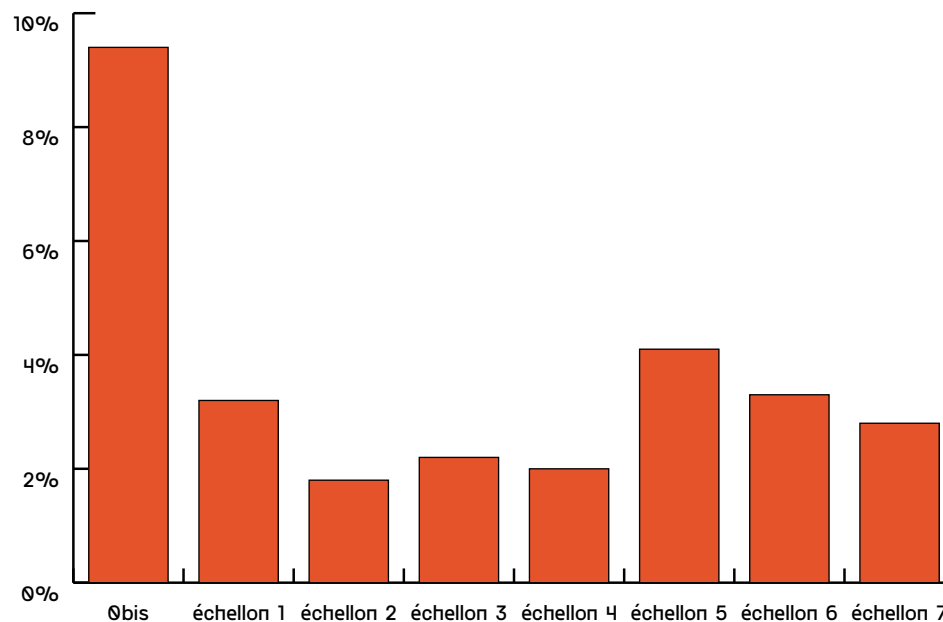
Montpellier et Toulouse sont les villes où les parts de boursiers parmi les recourants à l'aide alimentaire sont les plus élevées : 34% et 35% respectivement.

Part d'étudiants boursiers



- Boursier
- Pas boursier
- Je ne sais pas

Répartition de la part des étudiants boursiers selon leur échelon



Avec les bourses on survit ! C'est déjà ça et ça aide vraiment (sans quoi je n'aurais pas pu aller à l'université). Mais on ne peut pas vivre dignement, ni normalement. Il n'y a pas de pause quand on est pauvre. Pas de pause pour aller boire un verre, inviter un.e copain.e au resto, faire un break et partir en vacances. En plus si on cumule un travail ça devient difficile d'être assidue et motivée. Mais merci pour cette aide alimentaire. Ça réduit énormément les dépenses. Je ne me nourris quasi qu'avec les colis alimentaires. » **SONIA, 23 ANS, ÉTUDIANTE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES À TOULOUSE**

Plusieurs facteurs peuvent justifier une perte d'efficacité des bourses étudiantes : une indexation insuffisante en comparaison avec l'augmentation du coût de la vie, la croissance des inégalités sociales et les difficultés administratives que les étudiants encourent.

Beaucoup d'étudiants en précarité n'ont par ailleurs pas accès à la bourse du CROUS car leurs critères sociaux ne le permettent pas. Ainsi, une grande partie des étudiants précaires en sont exclus.



Je ne perçois aucune bourse (trop riche et pas assez à la fois pour subvenir à tous mes besoins), je dois faire beaucoup de concession malgré l'aide de mes parents (peu de sorties, peu d'achats personnels...). Je ne sais plus vers qui me tourner. » **LOLA, 20 ANS, ÉTUDIANTE EN COMMERCE À BORDEAUX**



Malheureusement puisque mon école est privée je n'ai pas le droit à la bourse alors que je devrais toucher au plus haut échelon. Mes parents ne sont pas financièrement stables. Avec mon job étudiant je ne touche pas assez pour mon loyer, mais je ne peux pas me permettre de faire plus d'horaires à cause du planning de mon école qui n'est pas fixe. » **GABRIELLE, 21 ANS, ÉTUDIANTE EN DESIGN À NANTES**

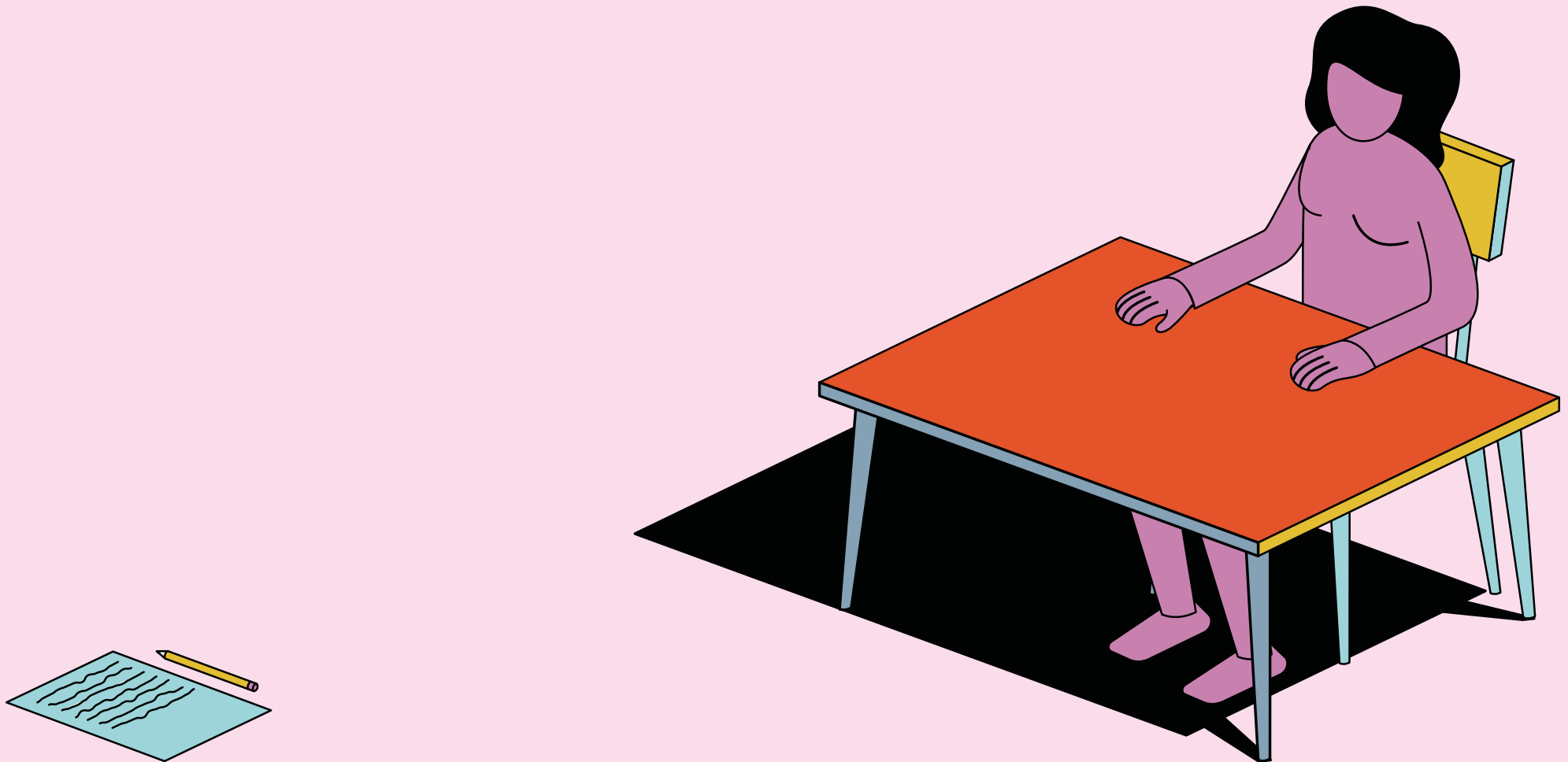
Le premier volet de la réforme des bourses annoncée en 2023 a permis d'intégrer 35 000 étudiants supplémentaires à la rentrée 2024, en élargissant les critères sociaux d'éligibilité avec une revalorisation de 37 euros à tous les échelons, et une hausse de 34% pour l'échelon 0 bis. En revanche, les moins avantagés par la réforme sont les plus précaires, l'échelon 7, qui bénéficient seulement d'une revalorisation à hauteur de l'inflation, soit à 6,2%, remettant en question l'effet redistributif du système de bourses.

Les effets induits par le premier volet de la réforme seront à évaluer sur le long terme, notamment la problématique des effets de seuil qui demeurent présents dans le système de bourses actuel. Par ailleurs, le report du deuxième volet de la réforme au début de l'année 2026 pose la question du nombre croissant de boursiers que Linkee devra accueillir en 2025.

# 3/4

**des étudiants recourant à l'aide alimentaire ne sont pas boursiers**

# III. ÉTUDIER, À QUEL PRIX ?



## 1. Quelles chances de réussite pour les étudiants précaires ?

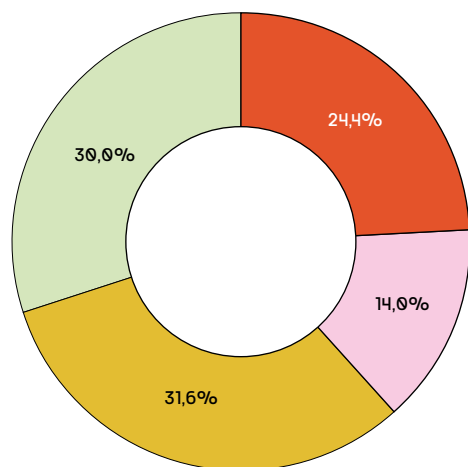
La précarité affecte les étudiants au-delà de leur alimentation : aucun domaine de leur vie quotidienne n'est épargné, entravant directement leur parcours scolaire et leurs aspirations.

La majorité des étudiants éprouvent des difficultés financières depuis le début de leurs études (37%), ou depuis la rentrée scolaire 2023 (25%). 14% ont toujours eu des difficultés financières. La moitié de notre échantillon d'étudiants bénéficiaires de nos distributions pense avoir besoin de recourir aux distributions alimentaires jusqu'à la fin de leurs études.

Les étudiants accueillis sont soumis à un manque de temps, contraints d'assurer un job étudiant en plus de leurs études. Ce job peut les pénaliser dans leurs études, en les empêchant de participer à certains cours (11%), ou de réviser en période d'examen (11,5%), pour pouvoir travailler, mettant ainsi en péril leur réussite scolaire.

12% indiquent avoir déjà redoublé ou raté un concours en conséquence, tandis que 1 étudiant sur 4 exprime avoir déjà envisagé d'arrêter leurs études, un chiffre en hausse par rapport à l'année précédente.

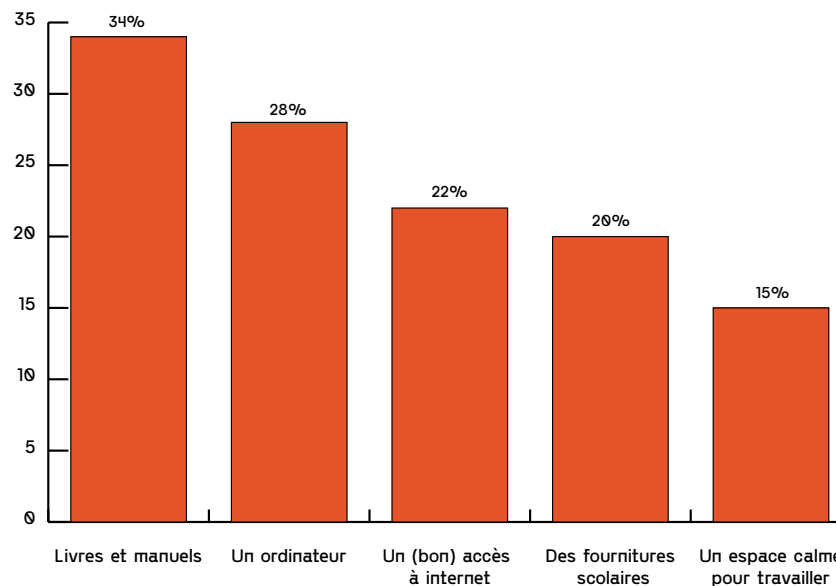
Estimation de la durée de nécessité de recours à l'aide alimentaire



- Encore 1 an
- Encore 2 ans
- Encore 3 à 6 mois
- Encore 6 mois à 1 an

La précarité économique à laquelle sont confrontés les étudiants implique souvent un manque matériel pour pouvoir étudier dans de bonnes conditions. Près de 30% des étudiants manquent d'un ordinateur, d'un bon accès à internet (22%), ou de fournitures scolaires (20%), manuels scolaires (34%).

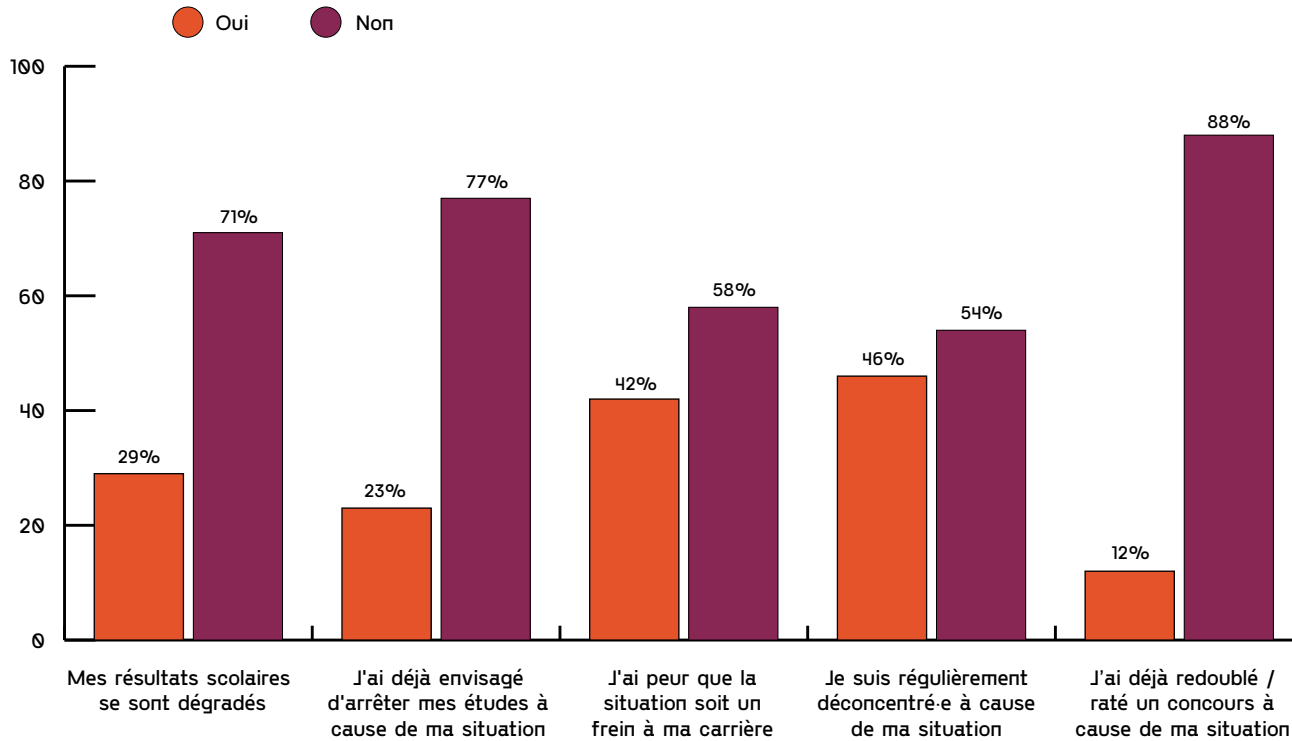
Manque matériel des étudiants pour effectuer leurs études



1/4

**des étudiants envisagent d'arrêter leurs études en raison des difficultés financières.**

## Impact sur la réussite scolaire

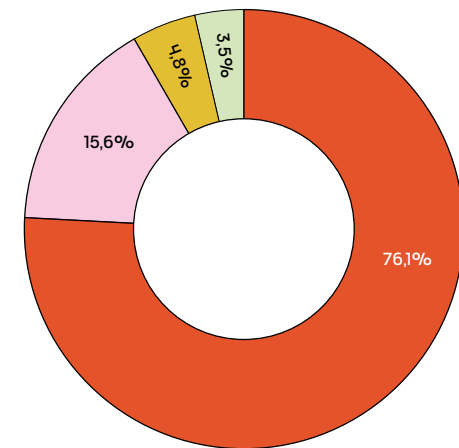


## 2. La santé physique dégradée des étudiants précaires

L'immense majorité des étudiants accueillis déclarent limiter leur alimentation en quantité (83%) ou en qualité (89%).

Plus inquiétant encore, 3 étudiants sur 4 sautent des repas plusieurs fois par semaine pour des raisons financières. 1 étudiant sur 3 saute des repas 3 à 5 fois par semaine. Ces restrictions peuvent avoir de sérieuses répercussions sur la santé des étudiants, comme des carences, une perte de poids importante, voire des troubles du comportement alimentaire.

### Part d'étudiants qui déclarent sauter des repas pour raisons financières



- Plusieurs fois par semaine
- Jamais
- Je ne souhaite pas répondre
- Je ne sais pas



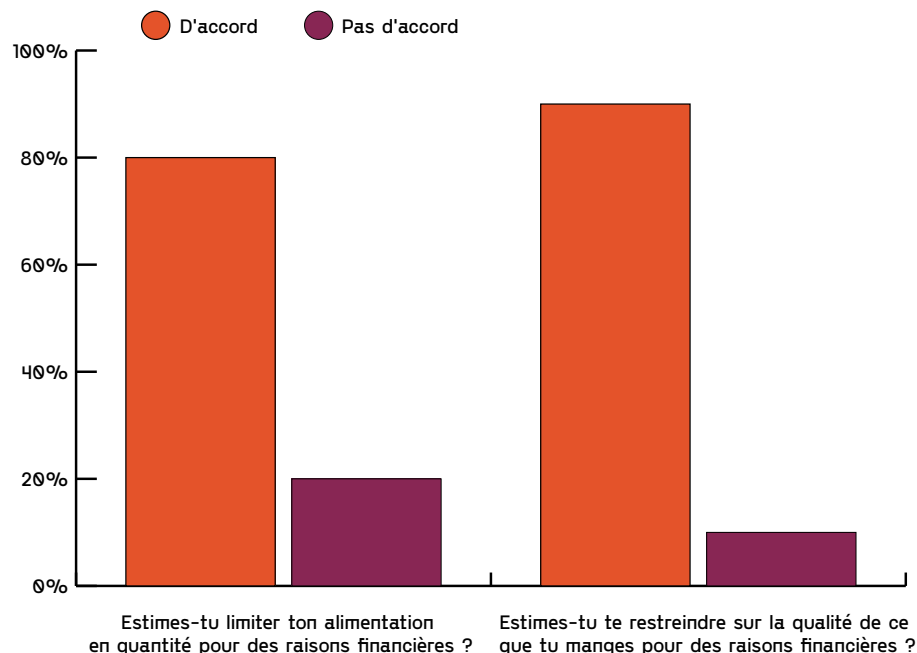
Il est très dur d'avoir un travail et de pouvoir participer aux cours et surtout réviser. J'ai dû renoncer à prendre un travail qui me permettait de subvenir à mes besoins et de ce fait j'ai eu des problèmes financiers cette année. » **YANIS, 24 ANS, ÉTUDIANT EN SANTÉ À LYON**

Pour beaucoup, les étudiants en situation de précarité ont des difficultés à envisager leur avenir professionnel. 42% des étudiants expriment avoir peur que leur situation les empêche d'accéder à la carrière qu'ils désirent.

**1/3**

**des étudiants sautent des repas 3 à 5 fois par semaine.**

### Limitation de l'alimentation des étudiants



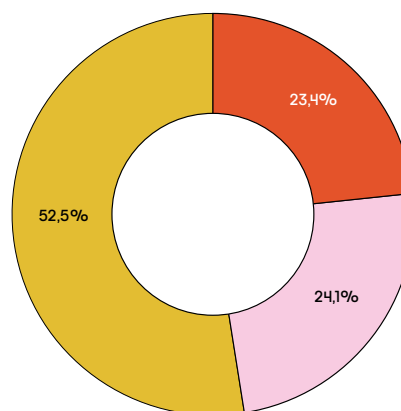
### 3. Un mal-être aggravé

Lorsqu'on demande aux étudiants de choisir le sentiment qui a prédominé pour eux ces derniers mois parmi un panel de sentiments à la fois positifs et négatifs, les sentiments qui ressortent le plus sont le stress pour 24% d'entre eux, l'épuisement (15%) et la solitude (13%). Moins de 10% d'entre eux se déclarent heureux. Ce mal-être est aussi mesuré dans des proportions conséquentes dans la population étudiante générale, notamment par la Mutuelle des étudiants<sup>11</sup>.



Je suis en carence de vitamine car je ne peux pas me payer de viande ou de poisson, et cela m'a entraîné des problèmes de santé. » **EMMA, 19 ANS, BORDEAUX, M2 EN ÉCOLE D'ARCHITECTURE**

Part d'étudiants ayant refusé des soins médicaux



- Jamais
- Une fois
- Plusieurs fois

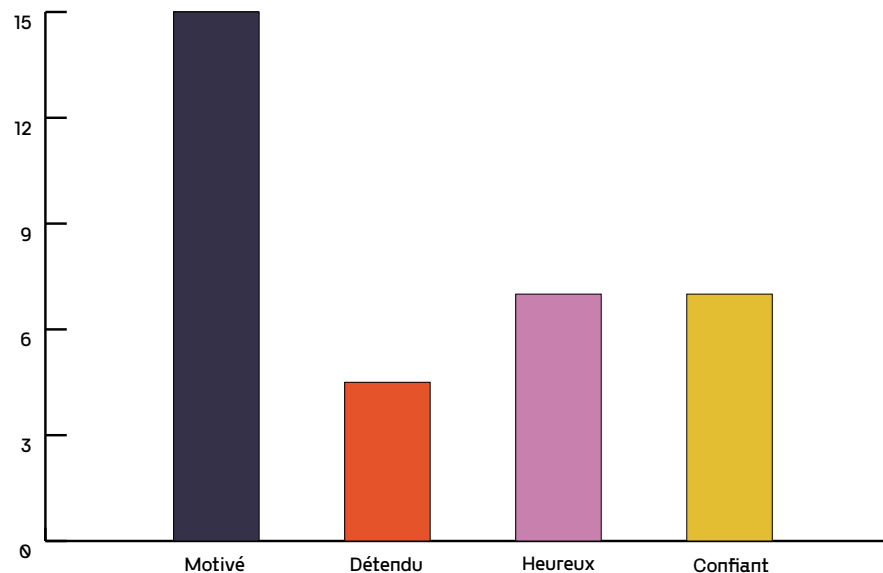
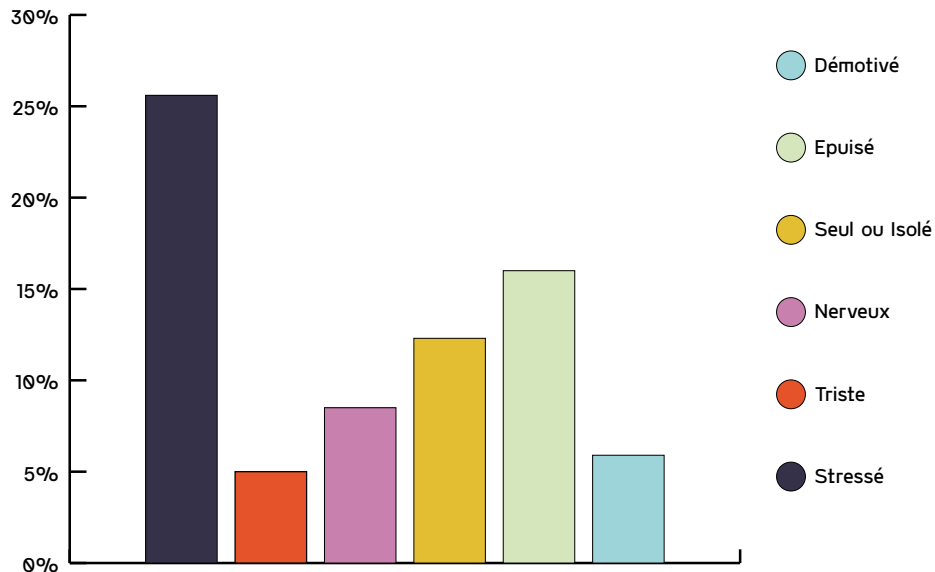


Ma situation financière se détériore à cause de l'inflation et des problèmes personnels, et cela affecte ma santé mentale et mon rythme de vie. » **ADAM, 23 ANS, ÉTUDIANT EN PSYCHOLOGIE À TOULOUSE**

**Près d'un étudiant sur deux a déjà renoncé à des soins médicaux durant l'année 2024** (24% une fois; 23% plusieurs fois). Cette situation est particulièrement difficile pour les étudiants souffrant d'un problème de santé chronique ou nécessitant des soins récurrents à long terme.

<sup>11</sup> Enquête nationale sur la santé des étudiants de la Mutuelle des étudiants, publiée en juillet 2022

Ces derniers mois, quel sentiment as-tu le plus ressenti ?



« J'ai de très gros soucis financiers qui m'empêchent littéralement de vivre, je n'ai que ça en tête je ne sais pas comment je vais m'en sortir au cours de ces prochains mois. »  
**LUCAS, 18 ANS, ÉTUDIANT EN INFORMATIQUE À LILLE**

« Je ne souhaite pas parler de ma situation car cela me fait honte. »  
**SELMA, 26 ANS, ÉTUDIANTE EN MATHÉMATIQUES À MONTPELLIER**

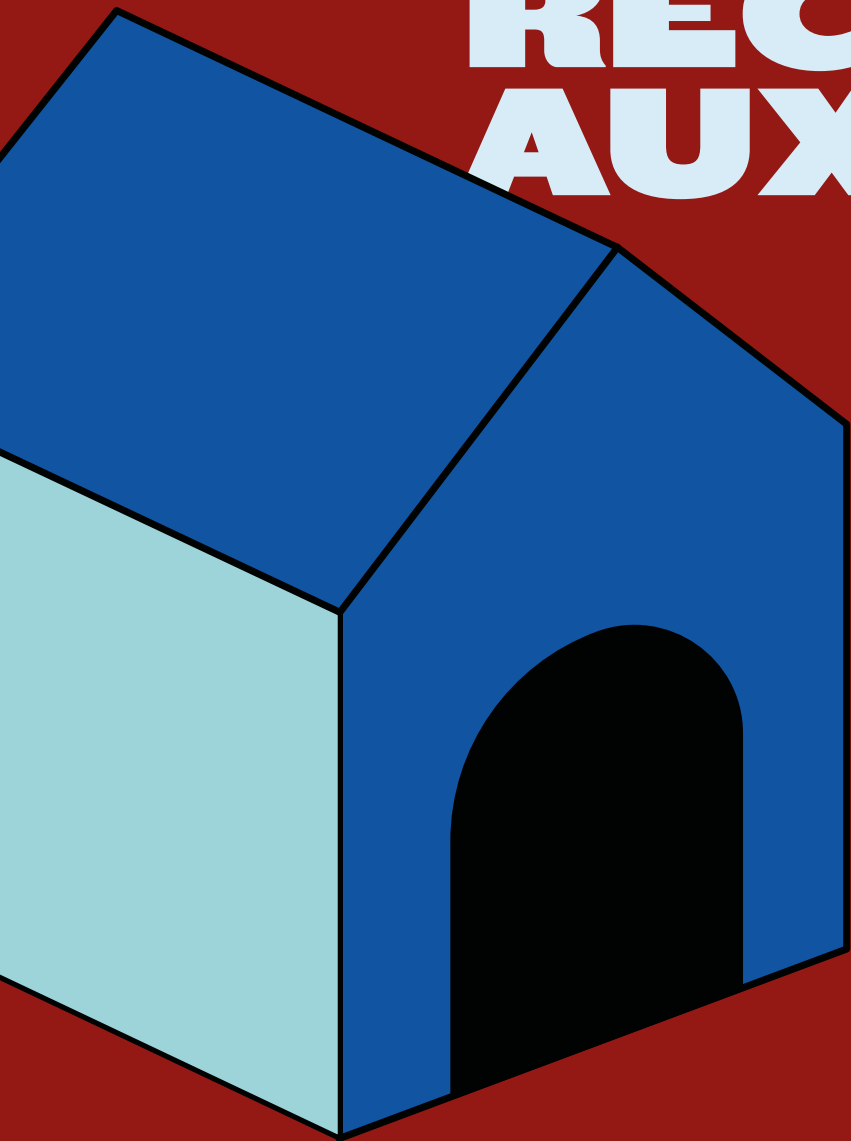
« Quand je suis stressée ou j'ai un sentiment de solitude ou d'angoisse, je mange beaucoup moins et je prends pas le temps de faire les courses de nourriture de qualité. Ces aides pourraient m'aider à m'organiser et manger plus sainement et plus régulièrement. »  
**ANAËLLE, 20 ANS, ÉTUDIANTE EN HISTOIRE DE L'ART À PARIS**

36% des étudiants bénéficiaires de l'aide alimentaire ont déclaré avoir déjà ressenti de la honte en raison de leur situation. Alors que certains étudiants confient à leur famille (30%) ou à leurs amis (16.5%) qu'ils bénéficient d'une aide alimentaire, 26% n'osent en parler à personne.

Le manque de temps et d'argent affecte également la vie familiale et sociale des étudiants. 84% se voient souvent contraints de refuser sortie, anniversaire ou autre par manque de budget.



# IV. LE NON- RECOURS AUX AIDES



## 1. Des obstacles rencontrés lors des démarches administratives

83% rencontrent ou ont rencontré des difficultés administratives avec certaines institutions type écoles, allocations chômage, bourse du CROUS, concernant leurs inscriptions, leur dossier. Les retards entraînés par ces difficultés ont des répercussions sur d'autres activités (payer le loyer, régler les frais de scolarité, s'alimenter, obtenir une bourse ou un prêt étudiant), mettant à mal la situation des étudiants.



Je suis étudiante nouvelle sur Bordeaux et c'est un peu compliqué pour moi niveau budget. Je ne touche pas encore la bourse car il y a du retard jusqu'à octobre. J'essaie de demander des sous à mes proches, mais malheureusement je ne peux pas continuer comme ça. » **JEANNE, 21 ANS, ÉTUDIANTE EN MÉDECINE À BORDEAUX**

## 2. Une méconnaissance des dispositifs sociaux

Par ailleurs, les étudiants méconnaissent les aides disponibles, ce qui entraîne un faible taux de recours aux aides, par manque d'information notamment. 43% déclarent ne pas être affiliés à la CPAM, alors que tous les étudiants y ont droit. Parmi les étudiants boursiers, 15% ne bénéficient pas du repas CROUS à 1 euro car ils n'ont pas connaissance de ce dispositif.

10% des étudiants bénéficiaires de l'aide alimentaire déclarent ne pas savoir s'ils sont boursiers ou non. Cette déclaration est problématique pour plusieurs raisons : en effet, cela peut vouloir dire que certains étudiants potentiellement éligibles manquent l'opportunité d'être aidés financièrement, faute de renseignements adéquats. De plus, les démarches pour obtenir une bourse CROUS étant à renouveler tous les ans, il est possible que le contexte administratif de certains étudiants évolue, modifiant alors leur éligibilité. Couplées avec les difficultés administratives, ces démarches peuvent être chronophages.



J'ai été boursière CROUS pendant mes deux premières années post-bac, mais je viens de déménager et je n'ai toujours pas de réponse du CROUS de ma nouvelle région. Je ne sais pas si j'aurais le droit à la bourse, mais je n'ai plus aucune aide pour mes courses en ce moment. » **JUSTINE, 21 ANS, ÉTUDIANTE EN DROIT À NANTES**

L'une des mesures phares dont peuvent aussi bénéficier les étudiants est le dispositif du repas CROUS, à 1€ pour les étudiants boursiers, ou sur demande pour les étudiants en situation de précarité financière. 429 368 étudiants boursiers et 33 058 étudiants précaires ont ainsi pu en bénéficier en 2023, en augmentation par rapport à 2022<sup>12</sup>. Mais les "repas à un euro", en modifiant les règles d'accès, tantôt exclusivement pour les boursiers, tantôt pour tous les étudiants puis à nouveau de façon plus restrictive, est une mesure difficile à lire et ne permet pas d'éliminer la précarité alimentaire. Seulement 31% des étudiants bénéficiaires de l'aide alimentaire en bénéficient régulièrement.

**43%**

**des étudiants déclarent ne pas être affiliés à la CPAM.**

# PARTENAIRES



Ce document a été réalisé par Linkee - Entraide Étudiante

Site : [www.linkee.co](http://www.linkee.co)

Instagram : [@linkeeofficiel](https://www.instagram.com/linkeeofficiel)

Facebook : [@linkee](https://www.facebook.com/linkee)

Contact presse : [communication@linkee.co](mailto:communication@linkee.co)

2025 tous droits réservés.

Direction artistique et mise en page par Bureau Jany.

# "J'AVAIS VINGT ANS. JE NE LAISSERAI PERSONNE DIRE QUE C'EST LE PLUS BEL ÂGE DE LA VIE."

Paul Nizan , Aden Arabie

**P**our la quatrième année consécutive, cette étude détaille les conditions de vie des étudiants qui recourent à l'aide alimentaire en France dans les grandes villes universitaires, en faisant un tableau précis et alarmant du profil de ces étudiants, de l'origine de leur précarité et de ses multiples dimensions.

Chacun se souvient que la crise sanitaire du COVID et le choc de l'inflation ont plongé les étudiants dans une précarité brutale. Beaucoup d'entre eux ont retrouvé leur équilibre grâce à l'aide dont ils ont bénéficié. Mais de nouveaux étudiants sont arrivés à l'aide alimentaire, et les repas à 1 euro du Crous n'ont pas suffi à résorber le phénomène. En 2025, plus on est jeune, plus on a de chances de tomber dans la pauvreté. En 2025, les étudiants qui ont des petits jobs deviennent les nouveaux travailleurs pauvres de notre société. En 2025, les files d'attente ont encore doublé.

Faute de moyens, ils sautent des repas, s'isolent et souffrent en silence, délaissés par un système qui a oublié qu'ils sont l'avenir de notre pays. Pire, certains renoncent à leur ambition d'être diplômés de l'enseignement supérieur, faute de moyens.

A travers les chiffres présentés dans cette étude se raconte l'histoire de milliers de jeunes talentueux et

travailleurs, qui se retroussent les manches pour se donner une chance et pour aider leurs coreligionnaires - ils sont les bénévoles des distributions de Linkee-Entraide étudiante -, et pourtant condamnés par la précarité à renoncer à leur avenir.

D'autres pays ont su investir une part trois fois plus importante de leur budget pour aider financièrement leurs étudiants; des territoires conséquents développent des environnements structurés autour de la sécurité sociale de l'alimentation; nombreuses sont les initiatives qui rendent disponible à chacun une alimentation durable, de qualité. Combien faudra-t-il d'années à la France pour apporter des réponses d'envergure, pour restaurer la dignité des étudiants et redonner un espoir à ceux qui n'ont plus d'autre filet de sécurité que l'aide alimentaire ?

Jeanne, Sonia, Lucas, Sarah ... Les témoignages reproduits dans cette étude confirment que beaucoup de ces étudiants sont aujourd'hui en mode survie et l'indignation conserve toutes ses raisons d'être en 2025. C'est notre intérêt à tous de donner la possibilité aux étudiants de poursuivre leurs études, d'aller vers leurs rêves professionnels, pour apporter à l'ensemble de la société tout ce qu'elle a misé en eux. Aller dans le sens inverse ne participerait pas seulement d'une logique de gaspillage, ce serait une insulte à l'avenir, un renoncement au progrès.